

Macron : une OPA au service de la financiarisation !

Macron président d'une « démocratie Potemkine » !

(En référence aux façades des villages du même nom, en carton-pâte, pour satisfaire et rassurer l'impératrice Catherine de Russie quand elle voyageait en province dans son pays...)

La séquence électorale 2017 confirme le rejet du politique et des politiques par un nombre de plus en plus grand de citoyens, en particulier dans la classe ouvrière et les milieux populaires. L'abstention a été présente du début à la fin, à chaque tour, et au soir des législatives, le 18 juin, a battu un record ! Ce fut la seule bonne nouvelle de cette séquence ! (cf voir tracts)

La France ne fait pas exception, la désertion des urnes est un phénomène rampant mais grandissant à chaque scrutin en Europe et ailleurs dans le monde.

Ce que ces élections étaient tenues de taire !

Le capitalisme ne permet plus le développement, ici, comme au Sud ; les émergents sont bloqués dans leur rattrapage. Nous assistons au contraire à un gonflement exponentiel du capital fictif, à travers la financiarisation. Tous les dirigeants d'Etat, le G20, les Banques Centrales, sont chargés de faire régner la confiance dans un système qui court à la catastrophe.

La révolution Macron : forcer l'adhésion de la société française à ce système pourrissant !

En s'appuyant sur les gagnants de la dernière période, ceux qui ont tiré leur épingle de la mondialisation capitaliste et qui sont prêts à adhérer au mirage du capital fictif et du développement fictif : start-up, adeptes de la « disruption », mot à la mode pour désigner les nouvelles méthodes de marketing, la « nouvelle économie », les « nouveaux entrepreneurs ». Ces nouveaux « positivistes » pensent se sortir du réel pourrissant, celui des larges masses précaires, des ouvriers, qui, à leurs yeux, n'ont rien compris à ce capitalisme financiarisé en plein essor !

Macron veut libérer le travail: il veut surtout libérer le capital dans l'économie réelle, accompagner sa contraction. C'était le menu des ordonnances de la fin de l'été. Il veut solder les comptes sur cette contraction qui est en marche depuis de longues années, dans les faits comme dans les textes du code du Travail.

Il entérine le fait que « l'armée industrielle de réserve » est devenue une armée superflue, définitivement sortie du monde régité par la loi de la valeur capitaliste. Mais il est hors de question d'en faire une armée d'assistés, entretenue à ne rien faire ! La révolution Macron a un mot d'ordre implicite et qui encourage le capital fictif : « Chômeurs et précaires de tous les pays, devenez auto-entrepreneurs » ! « Tentez votre chance dans le capital fictif » !

Selon l'Insee, « Les Créations d'entreprises en 2016 » : « les start-up technologiques ont représenté moins de 5% des créations. Ce sont les activités de taxi (VTC) et de livraisons à domicile qui assurent la plus forte progression d'entreprises nouvelles (+ 56%). Un microentrepreneur moyen gagne moins de 5000 euros par an »!

Toutes les réformes Macron vont dans le même sens, elles consistent à entériner la coupure entre ceux qui sont encore dans le système capitaliste, exploités, et ceux qui n'y sont plus, des « hommes inutiles » pour le capital. Pire Macron tente de les opposer.

Sur le logement : l'article 52 de la loi de finances pour 2018 prévoit une baisse de 1,5 milliard d'euros des allocations logement pour les locataires les plus modestes, compensée,

c'est la volonté de Macron, par une baisse équivalente de leurs loyers. Les bailleurs HLM vont-ils vraiment baisser les loyers ? De toute façon ils annoncent déjà des investissements en baisse pour 2018, des projets de construction et de rénovation annulés. Par exemple, la rénovation thermique des immeubles pour faire baisser les charges de chauffage des locataires est déjà supprimée dans certaines communes comme à Villiers le Bel en Ile de France. On voudrait tuer le logement social en France qu'on ne s'y prendrait pas mieux !

La réforme de l'indemnisation du chômage, sous couvert « d'universalisation » va niveler par le bas toutes les indemnités, avant de faire exploser le dispositif.

La disparition du RSI et son intégration dans le dispositif général de la Sécurité Sociale procède de la même logique, on charge un peu plus la Sécu pour mieux la couler sur le moyen terme. La baisse des « charges sociales » pour certaines catégories de salariés fragilise et le budget de la Sécu et la couverture sociale des salariés. L'impôt va compenser ! Jusqu'à quand ? L'impôt est révisable à chaque loi de finance.

La réforme de la formation professionnelle à venir risque de participer de la même logique, ainsi que celle des retraites.

La réforme de la taxe d'habitation : en la supprimant pour un grand nombre, Macron semble donner un coup de pouce au pouvoir d'achat des classes populaires, en fait il entérine des communes à deux vitesses. Les communes où ceux qui payent la taxe d'habitation auront encore des services communaux et celles où habitent ceux qui ne la payeront plus qui n'auront plus ces services. C'est une autre façon de privatiser la fonction territoriale. La même logique est à l'œuvre dans l'hôpital public et l'Education nationale. Tous ces dispositifs (Unedic, Sécu, Afsa...) ou pans de la fonction publique endettés sont autant de proies pour les financiers à la recherche d'intérêts juteux dans le cadre du service de la dette.

La révolution Macron : L'obstruction en marche ! Relégitimer les politiques et l'illusion politique !

L'obstruction des politiques sur la dislocation en cours, sur son origine et sur la solution à y apporter est comparable à celle qu'exerçait la religion à la fin de l'Ancien Régime, avant 1789. Elle tire sa force et sa cohérence de deux illusions ancrées et relatives à la période où le capitalisme permettait un développement à minima de la production et de la consommation sociale, moyennant la lutte de classes.

La 1^o) la question sociale trouve forcément sa solution dans le politique !

Or la politique, comme les Etats, et leur histoire, accompagnent l'histoire de la propriété privée, à travers ses diverses formes. Si cette propriété privée bourgeoise provoque avec la financiarisation, la négation de l'activité humaine principale, la production, alors sa fin devient une nécessité, mais avec elle la fin du politique, un rempart pour les propriétaires privés de capital.

La 2^o) croire que les sociétés sont condamnées à la division sociale ! Que cette division entre propriétaires et non propriétaires des moyens de production serait même indispensable à la préservation de la liberté, empêchant l'émergence du totalitarisme !

C'est la surestimation du politique, croire que la politique pouvait régler la division sociale, qui a été à l'œuvre à travers l'histoire du totalitarisme. Du côté de la bourgeoisie comme du côté de la classe ouvrière, à des périodes différentes.

L'œuvre de Robespierre, comme celle des révolutions ouvrières du 20^e siècle, fut grande, mais elles ont succombé à cette illusion. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où la propriété privée bourgeoise bloque l'expansion du capital. Et la division sociale apparaît de plus en plus obsolète et nécessite une révolution sociale mondiale, qui devra rompre avec la médiation politique.